

# A Marseille, M. Guérini part en guerre contre le Parti socialiste

LE MONDE | 25.01.2014 à 10h21 | Par Gilles Rof

Jean-Noël Guérini est toujours membre du Parti socialiste. Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône a affirmé, vendredi 24 janvier au cours de ses voeux à la presse, avoir envoyé « juste avant Noël [sa] cotisation 2013 ». « Un chèque de 300 euros, s'est-il amusé... Personne ne me l'a renvoyé, mais je n'ai pas vérifié qu'il a bien été encaissé. »

S'il assure être en règle avec le trésorier du parti, Jean-Noël Guérini apparaît beaucoup moins en accord avec les autres instances socialistes. Mis en examen à trois reprises, notamment pour association de malfaiteurs et détournement de fonds publics, le sénateur toujours PS ne semble guère ébranlé par les procédures judiciaires.

Vendredi, pugnace et cabot, il a adressé, lors de ses voeux à la presse, un tir de barrage contre ses anciens amis, sur la plupart des sujets d'actualité : municipales, sénatoriales, redécoupage des cantons et fusion entre conseil général et métropole Aix-Marseille. « Je ne suis pas en guerre avec le PS, a affirmé le président du conseil général. Mais peut-être le parti l'est-il avec moi ? »

« MES AMIS PLUTÔT QUE LES PARACHUTÉS [DU] PS »

Piquant le président Hollande – « Il est grand temps qu'une ligne claire se dégage » – et le plan d'action pour Marseille lancé par le premier ministre – « Ce n'est pas pour dans quinze ans que l'on a besoin de 3 milliards d'euros » –, Jean-Noël Guérini s'est appliqué à savonner la planche des municipales à certains de ses anciens camarades, dont le candidat PS à Marseille, Patrick Mennucci.

Deux mois avant le premier tour, le président du conseil général a répété à plusieurs reprises son soutien à sa « candidate de coeur », Lisette Narducci. La maire sortante du 2e secteur avait été élue en 2008 sous l'étiquette PS. Depuis, elle a démissionné et revient cette fois sous la bannière du PRG, contre le candidat socialiste. « Et il peut y avoir des surprises encore », a glissé M. Guérini, lâchant en pâture le nom d'un « célèbre médecin », dont il a un mal fou à se souvenir, Jacques Soubeyrand, « candidat possible du PRG sur l'ensemble de la ville ».

A Aix et à Saint-Martin de Crau, où des candidatures dissidentes affronteront les socialistes investis, le président du conseil général a également choisi son camp : « Mes amis plutôt que les candidats parachutés par le PS... » « Mais sur le reste du département, je serai derrière 90 % des maires socialistes sortants » a insisté Jean-Noël Guérini, sénateur qui n'oublie pas que 2014 est aussi année d'élections à la haute assemblée.

« OUVERT AU DIALOGUE »

« En décembre, je serai candidat à ma succession au Sénat et mènerai une liste sans étiquette, pour les Bouches-du-Rhône, affirme-t-il à ce sujet. Avec des élus qui étaient à l'UMP comme au PS... » Il entrera alors en concurrence directe avec la liste socialiste, menée par celle qu'il avait lui-même propulsée au Sénat en 2008, Samia Ghali. « Et alors ?, s'étonne M. Guérini. Nous pourrions avoir des désaccords, mais elle restera toujours ma petite princesse... »

Prêt à entrer en campagne contre les socialistes, Jean-Noël Guérini ferraille avec le gouvernement sur d'autres terrains. « J'ai reçu cette semaine le projet de redécoupage des cantons des Bouches-du-Rhône pour le vote de mars 2015, a-t-il révélé. Figurez-vous que l'on a redessiné celui où je suis élu pour en faire le plus grand de Marseille : 80 719 habitants... » Un coup direct contre un élu dont on dit qu'il tire sa légitimité électorale d'un canton à la taille de son quartier d'origine, le Panier ? « Vous me donnez l'idée de le demander à Valls dans une question au gouvernement », rétorque, théâtral, M. Guérini.

S'il est un sujet sur lequel le patron du département a surpris son monde, c'est la fusion entre le conseil général des Bouches-du-Rhône et la future métropole Aix-Marseille. Le gouvernement voudrait inclure cette réforme territoriale dans une loi prévue dès 2014. Elle priverait de facto le département, et donc son président, de ses compétences et financements sur la majeure partie de sa surface actuelle.

« Je dis banco !, a lancé Jean-Noël Guérini, qui avait voté contre la métropole au Sénat. Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle et je suis ouvert au dialogue. Mais il doit se conduire dans le respect de chacun. J'attends les propositions du gouvernement. » Pas sûr que ce dernier veuille d'un Jean-Noël Guérini à la table des négociations.